

Jean Carrouset

Avis est donné par les présentes que « Jean Carrouset », des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour la passation d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit aussitôt qu'il aura subi avec succès les examens écrits du Barreau de Québec.
14228-10-4-o

Jean Carrouset

Notice is hereby given that "Jean Carrouset", of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law after having passed the written examination of the Bar of Quebec.
14228-10-4-o

Liquidation — Avis de

Aqueduc coopératif de St-Anselme

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif « Aqueduc coopératif de St-Anselme », tenue à St-Anselme, le 24 janvier 1966, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus, 1964, chapitre 294) et de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (*Ibid.*, chapitre 281), et que MM. Laurent Caron, Marcel Boutin et H.-Émile Allen ont été nommés liquidateurs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14325-o 647-58

Winding up Notices

Aqueduc coopératif de St-Anselme

Notice is hereby given, during a special general meeting of the members of the Cooperative Syndicate "Aqueduc coopératif de St-Anselme", held at St-Anselme, on January 24, 1966, it has been determined that the business of the said society be liquidated, and that it be dissolved, the whole in conformity with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act (Revised Statutes, 1964, chapter 294) and the Winding-up Act of Joint stock (*Ibid.*, chapter 281), and that Messrs. Laurent Caron, Marcel Boutin and H.-Émile Allen have been named liquidators.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14325 647-58

**Ministère des
Affaires municipales**

Cité de Beaconsfield

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le conseil municipal de la ville de Beaconsfield, Nous a présenté, conformément à une résolution régulièrement adoptée à sa session du 23 novembre 1964, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité de Beaconsfield, tel que décrit dans la description officielle du ministère des Terres et Forêts en date du 2 décembre 1965, soit érigé en une municipalité de cité comprenant six quartiers, chaque quartier étant représenté par un échevin;

ATTENDU QUE la population de la municipalité de la ville de Beaconsfield est de treize mille cinq cent quinze âmes;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité de ville en municipalité de cité, s'il contient une population d'au moins six mille âmes;

**Department of
Municipal Affairs**

City of Beaconsfield

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the municipal council of the town of Beaconsfield presented to Us, pursuant to the resolution adopted in the regular manner at its meeting on November 23, 1964, a petition asking that the territory of the said municipality of Beaconsfield, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated December 2, 1965, be erected into a city municipality composed of six wards, each ward being represented by one alderman;

WHEREAS the population of the municipality of the town of Beaconsfield is thirteen thousand five hundred and fifteen souls;

WHEREAS under the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act, the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a town municipality into a city municipality, if it has a population of at least six thousand souls;

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal de la ville de Beaconsfield.

À CES CAUSES, Sachez que, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 305, en date du 23 février 1966, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné, et par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la ville de Beaconsfield, comprenant, en référence aux cadastres officiels de la paroisse de la Pointe-Claire et du village de Saint-Joachim-de-la-Pointe-Claire, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant de point d'intersection de la ligne sud-ouest du lot originaire numéro 1 du cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-Claire avec la rive nord-ouest du Lac Saint-Louis; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne sud-ouest du lot 1, traversant les emprises de chemin de fer de la compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada (lot 181) et de la compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien (lot 31) et les routes qu'elle rencontre; une ligne brisée limitant au sud-ouest, au nord-ouest, au nord-est et au sud-est suivant le cas, les lots 1 à 10 inclusivement, 12, 13, 16, 17, 20, 21, 25, 27, 29, 29A, 30, 200 et 33; la ligne nord-est du lot 33 du cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-Claire et une ligne brisée séparant le lot 1 des lots 2, 3 et 4 du cadastre officiel du village de Saint-Joachim-de-la-Pointe-Claire, cette ligne traversant l'emprise de chemin de fer de la compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada (lot 104) et enfin, la rive nord-ouest du Lac Saint-Louis en allant vers le sud-ouest jusqu'au point de départ;

soit érigé en une municipalité de cité sous le nom de « cité de Beaconsfield », en français, et de « City of Beaconsfield », en anglais;

QUE cette municipalité soit divisée en six quartiers, chaque quartier étant représenté par un échevin et que, par conséquent, le conseil de ladite municipalité soit composé d'un maire et de six échevins;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit en son Hôtel de ville, à Beaconsfield.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., juge à la Cour du Banc de la Reine, administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatorzième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14362-0

WHEREAS it is expedient to grant this request of the municipal council of the town of Beaconsfield.

THEREFORE, Know Ye that, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 305, dated February 23, 1966, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order;

THAT the following territory, to wit:

The present territory of the town of Beaconsfield, including, in reference to the official cadasters of the parish of Pointe-Claire and of the village of Saint-Joachim-de-la-Pointe-Claire, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, railroad right of ways, watercourses or parts of the same, enclosed within the following boundaries, to wit:

Starting at the point of intersection of the southwest line of original lot number 1 in the official cadaster of the parish of Pointe-Claire with the northwest shore of Lake Saint Louis; thence, successively, the following lines and demarcations: the southwest line of lot 1, crossing the railroad right of ways of the Canadian National Railway (lot 181) and of the Canadian Pacific Railway (lot 31) and the roads which it meets; a broken line bordering on the southwest, northwest, northeast and southeast, as the case may be, on lots 1 to 10 inclusively, 12, 13, 16, 17, 20, 21, 25, 27, 29, 29A, 30, 200 and 33; the northeast line of lot 33 in the official cadaster of the parish of Pointe-Claire and a broken line separating lot 1 from lots 2, 3 and 4 in the official cadaster of the Village of Saint-Joachim-de-la-Pointe-Claire, this line crossing the Canadian National Railway right of way (lot 104) and finally, the northwest bank of Lake Saint-Louis going towards the southwest as far as the starting point;

be erected into a city municipality under the name of "City of Beaconsfield" in English and "cité de Beaconsfield" in French;

That this municipality be divided into six wards, each ward being represented by one alderman, and that, consequently, the Council of the said municipality be composed of a Mayor and six aldermen;

That the first general meeting of the council of this municipality be held in its City Hall, in Beaconsfield.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Judge of the Court of Queen's Bench and Government Administrator of the Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourteenth day of March in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14362